

Fondements
sur l'importance de mobiliser
pour le désarmement nucléaire mondial,
pour la paix et la non violence

Janvier 2009

Sommaire

Quelques éclaircissements par rapport à ce document.	3
Propositions générales	3
La possibilité imminente d'un désastre nucléaire.....	3
Ce que l'on doit faire.....	5
La Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence.....	7
Annexe 1	8
Imminence du risque nucléaire dans la situation mondiale actuelle.	8
Annexe 2 :	12
L'armement et l'économie antihumaniste	12
Le raisonnement de l'anti-humanisme	13
Annexe 3	14
Les différents types de violence	14
La violence est une méthodologie d'action.	14
Annexe 4	17
La non-violence	17
Propositions à promouvoir pour l'action non-violente.....	17
Annexe 5	19
Objectifs de la Marche Mondiale	19
Annexe 6	21
La France : état des lieux.....	21
La prise de conscience de la marche mondiale pour la paix et la non-violence en France.	24

Quelques éclaircissements par rapport à ce document.

Ce matériel a été élaboré à l'origine par une commission formée par des membres du Mouvement Humaniste d'Argentine : Lia Mendez, Luis Ammann, Fernando Garcia, Eduardo Montes, Victor Piccinini et Guillermo Sullings. Il a été traduit et adapté pour la France.

L'intérêt de ce travail est d'appuyer la Marche Mondiale, en apportant de l'information, des éléments de jugement et une approche humaniste à propos de la situation mondiale actuelle de violence croissante, et en particulier sur le risque que représentent les arsenaux nucléaires dans ce contexte, ceci afin de contribuer à la prise de conscience du peuple français sur ces sujets.

Pour faciliter une compréhension globale de ces thèmes, une proposition générale a d'abord été rédigée, dans laquelle on a essayé de synthétiser et d'articuler l'argumentation générale. Six annexes complètent le document afin de pouvoir approfondir des thèmes plus spécifiques.

La 1^{ère} annexe développe la thématique de l'imminence du risque nucléaire dans le contexte actuel mondial.

La 2^{ème} annexe présente les relations qui existent entre l'armement et les intérêts économiques.

La 3^{ème} annexe développe les différents types de violence.

La 4^{ème} annexe concerne les propositions dans le cadre de la méthodologie de la non-violence.

La 5^{ème} annexe mentionne les objectifs de la Marche Mondiale pour la paix et la non-violence.

La 6^{ème} annexe décrit un état des lieux concernant la France et une réflexion sur la nécessité de la prise de conscience de la marche mondiale pour la paix et la non-violence en France.

Propositions générales

La possibilité imminente d'un désastre nucléaire.

De nombreuses personnes connaissent probablement, ou du moins imaginent, le potentiel destructif des arsenaux nucléaires répartis aujourd'hui sur la planète ; arsenaux capables de la faire exploser plusieurs fois.

De nombreuses personnes savent probablement aussi ou du moins imaginent qu'aucun pays du monde n'est à l'abri des terribles conséquences d'un tel désastre, même s'il ne semble pas menacé directement par une attaque nucléaire.

Mais ce qui est certain, c'est que la majorité des personnes ne savent pas ni ne sauraient imaginer, que de telles attaques puissent se concrétiser aujourd'hui plus que jamais. Si l'on se rendait compte de cela, si l'on prenait conscience de la gravité de la situation, ce sujet deviendrait une préoccupation centrale. Nous affirmons que le moment est venu pour les peuples d'agir afin de changer la direction des événements qui, à cause des gouvernements irresponsables, nous conduit de façon accélérée vers le désastre nucléaire. Certains penseront, mais malheureusement ils se trompent, que le génocide

d'Hiroshima et de Nagasaki fut une fatalité du passé que l'on ne pourrait répéter, ou encore que le danger d'une déflagration nucléaire s'est éteint à la fin de la guerre froide. Cependant, durant tout ce temps, les arsenaux nucléaires ont non seulement continué d'augmenter en quantité et en potentiel destructif mais ils sont aussi devenus plus sophistiqués. De plus, les armes nucléaires ont proliféré au point d'être à la portée de n'importe quel déséquilibré. Aujourd'hui, autant les gouvernements des pays dits "sérieux", c'est-à-dire les principaux fabricants d'armes, que ceux des pays catalogués de "peu sérieux", tout comme certaines organisations terroristes peuvent être amenés à utiliser ces armes à tout moment. Non seulement ils le peuvent, mais ils ont déjà manifesté de façon explicite ou implicite leur intention de le faire. Le déploiement d'un bouclier spatial en Europe par les États-Unis et leurs alliés n'a pas d'autre finalité que de se préparer à une contre-attaque (ce qui signifie que l'on pense attaquer). La prolifération incontrôlée des armes nucléaires et la possibilité de les transporter dans une valise, nous laisse à la merci de n'importe quel terroriste (aussi irresponsable que les supposés "gouvernements sérieux") qui s'en emparerait. Il fut un temps où l'on pensait qu'avec la chute du mur de Berlin, on allait entrer dans un "nouvel ordre mondial" où les probabilités de conflits armés allaient considérablement diminuer. Comme dans la propagande des meilleurs feuilletons hollywoodiens, une fois mis en déroute le "vilain communiste", la paix et la prospérité allaient régner dans le paradis de "la fin de l'histoire".

Mais il est arrivé tout le contraire : nous avons été catapultés dans un "nouveau désordre mondial" où les chocs culturels, les fanatismes religieux, les séparatismes, la xénophobie et l'inégalité provoqués par le capitalisme globalisé, ont démultiplié le chaos et la violence. La prédominance des États-Unis et de leurs alliés pour essayer d'imposer un modèle culturel et économique hégémonique, a non seulement généré les désastres propres à l'application d'un tel modèle, mais a aussi entraîné des réactions violentes de toutes natures. L'appui populaire croissant à des leaders belliqueux et la démultiplication du terrorisme sont quelques-unes des réactions que l'on a vu se produire parmi de nombreux peuples qui se sentent piétinés par le celui qui se nomme lui-même le "premier monde". Au lieu de tenir compte de ces réactions pour faire machine arrière, les grandes puissances les utilisent comme prétexte pour intervenir militairement dans n'importe quel pays, avec l'argument de "la lutte contre le terrorisme" et de "la défense de la démocratie". C'est un bon moyen pour s'installer dans des territoires riches en ressources énergétiques. Bien entendu, cette politique ne fait qu'alimenter le cercle vicieux d'une violence qui nous mènera au désastre.

Silo l'avait ainsi anticipé en 1993 dans sa 6^e "Lettre à mes amis" : « Le grand capital a déjà épuisé l'étape d'économie de marché et commence à discipliner la société pour affronter le chaos que lui-même a produit. Face à cette irrationalité, ce ne sont pas les voix de la raison qui s'élèvent dialectiquement, mais les plus obscurs racismes, fondamentalismes et fanatismes ».

Aujourd'hui, cette violence ne connaît plus de frontière : les puissances militaires tout comme les terroristes voient la planète comme leur champ de bataille et aucun pays n'échappe à cela.

Aujourd'hui l'humiliation culturelle, le manque de futur et la dépendance économique conduisent à la formation d'armées composées d'individus qui sentent qu'ils n'ont plus

rien à perdre, et qui sont prêts à commettre un attentat suicide contre n'importe quelle cible qui représente ce "premier monde" de quelques privilégiés.

Pour se maintenir au pouvoir, les leaders des grandes puissances se plient aux diktats du grand capital lié au complexe militaro-industriel ; mais lorsqu'ils occupent des territoires étrangers et qu'ils massacrent leurs populations, ils prétendent agir pour le maintien de la sécurité nationale ou encore pour sauvegarder leur modèle de société.

Mais aussi terrible que soit le moment présent, des lendemains bien pires pourraient lui succéder. Parce que l'actuel crash financier international - qui n'est rien d'autre que le rôle d'un système économique qui se meurt depuis un certain temps – produira encore plus de violence et de désordre en conduisant l'humanité au bord de la catastrophe nucléaire.

L'incroyable crise économique actuelle qui, il faut le dire, est de l'entière responsabilité des "pays sérieux" n'a pas été prévue par les "analystes de pointes" et autres "formateurs d'opinions". Comment croire que des individus aussi irresponsables et inefficaces qui prétendent gouverner le monde, puissent prévoir à temps ou contrôler un éventuel désastre nucléaire ?

Avec la crise qui s'intensifie, on entend beaucoup parler de la décadence des puissances économiques telles que les États-Unis et l'on présume que l'unique conséquence sera un ajustement du niveau de consommation. Malheureusement pour le monde, chaque fois que ces puissances ont commencé à perdre du pouvoir et que l'échiquier politique mondial s'est déstabilisé, cela a débouché sur un dénouement violent. Les deux guerres mondiales du XX^e siècle en sont une démonstration. Mais cette fois, l'humanité ne peut se permettre un nouveau "dénouement naturel violent", conséquence de l'interaction des forces désordonnées du pouvoir économique et de la violence des armées impériales ou du terrorisme. L'humanité ne peut se permettre un dénouement belliqueux. En effet, il est nécessaire de sortir une fois pour toutes de la préhistoire humaine. La prolifération nucléaire combinée à la violence et au désordre croissant devrait nous rappeler cette phrase d'Einstein : « Je ne sais pas avec quelles armes on luttera dans la 3^e guerre mondiale, mais je sais avec lesquelles ils le feront dans la 4^e : avec des bâtons et des pierres ! »

Ce que l'on doit faire

Ce monde et cette société ont besoin de nombreux et de profonds changements pour produire des transformations significatives dans les domaines politique, économique et social, en matière de santé, d'éducation, d'environnement et dans un large éventail de domaines.

Il y a beaucoup de transformations à produire pour dépasser la violence sous tous ses aspects : violence physique, violence raciale, violence psychologique, violence religieuse, violence économique et tant d'autres types de violences qui existent dans la société.

Mais pour mettre en marche un processus de changements définitifs, et pour mettre en place des solutions concrètes à temps, la toute première priorité est de désactiver la bombe à retardement qui est aujourd'hui sur le point d'exploser.

Et pour désactiver cette bombe à retardement, il est incontournable de commencer immédiatement par le désarmement nucléaire de tous les pays possédant ce type

d'armes. Aussi, le retrait immédiat des territoires occupés en est une condition indispensable.

Rien ne sera possible si l'on ne commence pas par cela.

Le seul fait que ces arsenaux nucléaires existent, entraîne un rapport de forces et un chantage depuis certains pays vers le reste du monde, imposant des relations de domination qui se traduisent dans le domaine politique et économique. La force dissuasive des armes nucléaires qui pendant la guerre froide a servi à maintenir un équilibre fragile entre les deux super puissances, sert aujourd'hui à imposer certaines règles de jeu sur le plan international.

Mais lorsque les centres de pouvoir craindront de perdre le contrôle et l'hégémonie internationale dans le domaine politique et économique, ils croiront nécessaire de faire une démonstration de leur pouvoir destructif pour que le monde reste sous leur domination. Et l'inévitable conséquence en sera la recrudescence et la globalisation du terrorisme.

C'est pourquoi il est nécessaire que les puissances possédant les armes nucléaires soient les premières à donner l'exemple en mettant fin à la course à l'armement et à la violence. Cela implique de démanteler en tout premier lieu les arsenaux nucléaires et de se retirer dès maintenant des territoires occupés.

C'est ce que devraient faire les gouvernements. Mais nous savons déjà que dans ce système de démocraties formelles et mensongères, il est bien rare que les gouvernements fassent ce dont les peuples ont besoin. À moins que les peuples se lèvent pour l'exiger et pour changer les gouvernements si cela s'avère nécessaire. Bien entendu, lorsque nous parlons de ce que l'on doit faire, nous devrions plutôt dire ce que les peuples devraient exiger des gouvernements. Ce sont bien sûr les peuples des pays possédant les armes nucléaires qui doivent relever ce grand défi, en commençant par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (supposés garants de la paix) : les États-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France, accompagnés du reste du clan nucléaire : le Pakistan, l'Inde, Israël et la Corée du Nord.

Mais pour que les gouvernements de ces pays démantèlent leurs arsenaux nucléaires et qu'aucun autre pays n'en construise, il sera nécessaire de faire entendre la voix de tous les peuples du monde. Car nous, habitants de cette planète, sommes les otages de la menace nucléaire et nous réclamons le droit de vivre en paix et en liberté : et l'on ne vit pas libre lorsque l'on vit menacé.

À partir du désarmement nucléaire et du retrait des troupes des territoires occupés, l'on devra bien entendu entamer un désarmement général progressif de tous les autres types d'armements. Il faut reconvertir l'industrie de guerre, l'industrie de mort, en une industrie pour la vie. Il suffit de dire qu'avec 10 % du budget mondial destiné aux armes, on pourrait résoudre le problème de la faim sur la planète.

Bien entendu, en même temps que s'éloignera la menace de guerre et de destruction, il faudra également s'atteler à résoudre de façon non violente les problèmes d'injustice, de pauvreté, de santé, d'éducation, d'environnement et tant d'autres problèmes depuis l'optique de l'Humanisme Universaliste.

La construction d'une Nation Humaine Universelle commence par la paix et la non-violence active.

La Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence

Le Mouvement Humaniste qui fonde ses propositions et actions sur l'Humanisme Universaliste, fait sienne l'initiative d'un de ses organismes, la fondation Monde sans Guerres, dont l'objectif est de promouvoir et de réaliser une Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence. Tous les organismes et tous les fronts d'action du Mouvement Humaniste ont déjà commencé, ensemble avec d'autres organisations sociales, culturelles, éducatives, gouvernementales, sportives et de toute autre provenance, à promouvoir cette Marche qui a des caractéristiques uniques dans l'Histoire.

Pour la première fois sera réalisée une Marche à travers plus de 100 pays. Elle partira le 2 octobre 2009 (Journée Internationale de la Non-violence) de Nouvelle Zélande et culminera le 2 janvier 2010 en Argentine (à Punta de Vacas - Mendoza). Pendant trois mois, seront réalisés pratiquement partout dans le monde, des marches dans les villes, des festivals, des forums, des conférences et beaucoup d'autres types d'événements qui auront pour objectif de faire prendre conscience aux peuples de l'impérieuse nécessité du désarmement nucléaire, du retrait des troupes des territoires occupés et de l'importance d'œuvrer pour en finir avec tout type de violence dans le monde.

S'il est certain que la durée de la Marche Mondiale est limitée dans le temps, les activités en lien avec ces objectifs ont déjà commencé et continueront de se démultiplier bien au-delà de 2010, comme un phénomène qui ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas atteint le désarmement et la paix dans le monde.

Cette Marche Mondiale sera réalisée pour dénoncer la situation mondiale extrêmement dangereuse qui nous conduit vers la guerre nucléaire ; pour que des millions de personnes fassent entendre ce que le pouvoir établi essaie de passer sous silence ; pour que l'humanité prenne conscience du danger nucléaire et qu'à partir de là, elle puisse remettre en question les politiques d'armement et de violence de certains gouvernements ou condamner le silence complice des autres.

Ainsi, de même que les violents ont globalisé leur irrationalité et qu'aujourd'hui le monde entier est menacé, de même la réponse des peuples doit être mondiale. Elle doit impliquer tous les pays, elle doit impliquer tous les peuples car il s'agit de la vie de tous.

Imminence du risque nucléaire dans la situation mondiale actuelle.

À partir des disparités préexistantes, depuis le début du siècle passé, le capital financier international tend de façon accélérée à se concentrer de manière disproportionnée dans chaque fois moins de mains. Progressivement, ces dits capitaux se sont déplacés dans une grande proportion de la production vers la spéculation financière. Aujourd'hui, parmi les cents plus grandes économies du monde, 51 sont des corporations multinationales et seulement 49 sont des pays. Ces corporations disposent de ressources économiques, technologiques et politiques totalement disproportionnées par rapport aux intérêts qu'elles représentent. Ce fait détermine la brèche croissante dans le monde entre ceux du "nord" et ceux du "sud". L'objectif avoué des grands capitaux est le profit économique si bien que presque toutes les ressources sont appliquées à la consolidation et à l'augmentation des bénéfices. De fait, le profit relègue au second plan toutes les considérations qui se réfèrent à l'impact sur l'environnement, à la qualité de la vie, à la santé, à l'éducation et comme on le voit, ces derniers jours, à la paix internationale. L'un des points clés du capital est de chercher la sécurité dans son investissement. Ainsi, pour protéger, consolider et augmenter ce pouvoir qui tend vers un monopole économique virtuel, le capital financier international a également besoin de viser à générer et à maintenir des monopoles en termes d'organisation et d'idéologie.

Les accords du GATT, de l'OPEP, de l'OMC, du FMI, et de la Banque Mondiale remplissent ces fonctions. Les protectionnismes que l'on met en place ou que l'on détruit, selon le cas, ne sont pas de principe mais de convenance. Sur le "plan idéologique", la dite "pensée unique" dans toutes ses expressions accomplit une fonction dans cette suprématie, l'ONU elle-même n'est pas exempte de l'influence de ces oligopoles. Ainsi, le capital financier international a recours au contrôle direct ou indirect sur les démocraties formelles qui donnent le cadre légal et sont au service de ces monopoles et oligopoles. Une combinaison de connivence, d'extorsion ou bien d'impuissance rend obsolète le pouvoir de décision de l'état national.

« Alors que le pouvoir régional et mondial des multinationales augmente, alors que le capital financier international se concentre, les systèmes politiques perdent de leur autonomie et la législation s'adapte aux exigences des nouveaux pouvoirs ».

« Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'économie féodale, ni d'industrie nationale, ni même d'intérêt de groupements multinationaux. Aujourd'hui il s'agit, pour ces survivants historiques, d'adapter leurs avoirs aux impératifs du capital financier international, ce capital spéculateur qui se concentre à l'échelle mondiale ».

La dite concentration supranationale soumet chaque fois plus les états nationaux, qui tendent alors à favoriser le capital aux dépens de leurs citoyens. À leur tour, les états nationaux reçoivent de fortes pressions internes par le biais des revendications locales, ethniques, culturelles, religieuses, séparatistes qui érodent encore plus le pouvoir public. Dans cette situation, l'état national réduit sa marge de manœuvre et tend à abandonner les anciennes politiques par lesquelles on essayait de garantir certains droits et services à toute la population. Ainsi, peu à peu, "l'efficience" et "les affaires" sont des modèles imposés et l'on assiste au démantèlement de "l'état providence" (bienfaiteur), à la

privatisation des services, à la liquidation des biens publics et à de drastiques manœuvres monétaires. Les grands capitaux, pour servir prioritairement leurs intérêts, organisent et dirigent la globalisation et les régionalisations. Les modèles économiques adoptés par les états sont proposés par ceux qui soutiennent les intérêts des grands capitaux. Ainsi, les modèles sont essayés les uns après les autres et échouent en provoquant des résultats désastreux pour les peuples. En conséquence, le citoyen commun se retrouve en situation de grande vulnérabilité, totalement désemparé et exposé à tous types de vicissitudes, de risques et d'abus. Sous la devise de "tout pour le capital, rien pour les gens", seul un petit pourcentage de la population – qui sert ce modèle économique et lui suffit – pourra jouir de ces bénéfices et privilèges.

Les démocraties formelles, à leur tour, disposent du monopole de l'usage de la force. C'est le cas des armées qui agiront selon le cas soit en ouvrant le chemin à l'avancée du capital financier international, soit en défendant les intérêts généraux de celui-ci quand les ressources de la démocratie formelle ou la "légalité" en vigueur ne suffiront pas à faire accepter de telles propositions.

La course à l'armement continue de gonfler les dépenses militaires des états bien au-dessus des ressources destinées par exemple aux domaines de la santé et de l'éducation.

« Par la privatisation de l'éducation, de la santé, des moyens de communication, des ressources naturelles et même d'importants secteurs de la sécurité civile, par la privatisation des biens et des services, l'importance de l'état traditionnel diminue. Il est cohérent de penser que, si l'administration et les ressources d'un pays échappent au contrôle du domaine public, la justice suivra le même processus et l'on attribuera aux forces armées le rôle de milice privée, destinée à la défense des intérêts économiques nationaux ou multinationaux. »

« Dans la conception traditionnelle, on a donné aux forces armées la fonction de garantir la souveraineté et la sécurité des pays en disposant de l'usage de la force en accord avec le mandat des pouvoirs constitués. De cette façon le monopole de la violence que détient l'état est transféré au corps militaire. Mais voici un premier point de discussion concernant ce que l'on doit comprendre par "souveraineté" et par "sécurité". Si celles-ci, ou pour parler de façon plus moderne, si le "progrès" d'un pays requiert des sources d'approvisionnement extraterritoriales, s'il requiert des voies maritimes incontestables afin de protéger les déplacements des marchandises, s'il requiert aussi dans le même but le contrôle de points stratégiques et l'occupation de territoires étrangers, nous sommes alors devant la théorie et la pratique coloniales ou néo-coloniales. »

C'est à cela que répondent la "défense des intérêts stratégiques" (qui ne reconnaissent aucune frontière), les "guerres préventives", les "guerres humanitaires", le "rétablissement de la liberté et de la démocratie", le "libre commerce", la "stabilité" et autres fausses justifications de l'usage cynique du pouvoir militaire à des fins ultérieures. Les intérêts du capital financier international ont besoin – comme autrefois les empires coloniaux – de source d'énergie, de matière première, de marchés, etc. qui apportent des conditions chaque fois plus avantageuses à leurs profits. Dans la mesure où les intérêts du capital financier international sont devenus chaque fois plus généraux, la nécessité de ressources militaires proportionnelles pour la défense et l'amplification

de tels intérêts augmente. L'armement conventionnel ne suffit plus et l'on en arrive à la menace nucléaire qui devient la dernière ligne de défense du monopole économique. On brandit la menace nucléaire et s'installe alors un terrible chantage par la simple affirmation de la volonté de l'utiliser si les autres ressources – de guerre ou pas – ne fonctionnaient pas. Ce qui explique l'intérêt de certains à maintenir le monopole des armes nucléaires. Au lieu d'en contrôler la prolifération, c'est ce petit groupe de puissances qui est le plus grand détenteur de ces armes nucléaires.

Le capital financier international se consolide et avance, s'appuyant sur des accords signés sous la pression de ces monopoles, et ayant également recours à l'action militaire la plus crue quand les accords ne sont pas possibles. Comme nous le montre l'histoire récente, cela se réalise souvent au mépris total de la légalité internationale violée en toute impunité. Tout cela trouve son corrélat dans les prétentions et les actions impérialistes de la politique extérieure de la plus grande des puissances nucléaires, les États-Unis. Avec seulement 5 % de la population mondiale, la principale puissance représente 40 % du budget militaire total. Elle et ses alliés diffèrent parfois dans les tactiques à employer mais ils ne diffèrent jamais dans la stratégie de fond dont ils sont tous bénéficiaires. Et de fait, les États-Unis ont déjà démontré être favorables à l'usage de la force militaire et cela en se passant du soutien ou de l'approbation de leurs alliés ou des organismes internationaux.

Le pouvoir de monopole du capital financier international en se concentrant chaque fois davantage génère toujours plus de dis-conformités et de préjudices. Certaines de ces forces en puissance n'hésitent pas à faire appel aux mêmes recours que ceux avec lesquels elles ont été attaquées pour se battre ou prendre leur revanche. D'autres font la même chose, mais parce qu'ils aspirent à leur propre parcelle de pouvoir à l'intérieur du contexte global ; s'engage alors entre plusieurs forces dans une même région, pour s'allier aux pouvoirs qui défendent le capital financier international. Les courses à l'armement surgissent ou se réactualisent, exacerbées également par les intérêts culturels, nationaux, ethniques, religieux ou d'autres secteurs.

« Le grand capital, ayant épuisé l'étape de l'économie de marché, commence à imposer sa discipline à la société pour affronter le chaos qu'il a lui-même produit. Face à une telle irrationalité, ce ne sont pas les voix de la raison qui s'élèvent dialectiquement mais plutôt les plus obscurs racismes, fondamentalismes et fanatismes. »

Le paradoxe structurel propre à un système fermé tel que le système actuel est le suivant : plus on tente d'imposer un "ordre déterminé" (pax romana), plus augmentent de façon croissante le désordre et l'entropie.

Le terrorisme d'état (également appelé "officiel" ou "structurel") et le terrorisme irrégulier ou para étatique se rétro-alimentent comme les 2 faces d'un même système violent. Tous deux déclarent agir au nom de valeurs qu'ils placent au-dessus des gens qui, eux, subissent la terreur et la mort que cela génère. Tous deux fomentent une dynamique produisant la tension, l'instabilité, la volatilité, la disproportion entre action et réaction, l'irrationalité des réponses, et le mépris de la légalité des droits humains et des "dommages collatéraux".

Aujourd'hui, nous assistons à une situation mondiale de "guerre infinie" proche de celle imaginée par Georges Orwell dans sa célèbre nouvelle "1984". Il s'agit également d'une situation psychosociale de nihilisme pandémique qui conduit au paroxysme des valeurs, des intérêts et des attitudes antihumanistes allant à l'encontre de la vie. Le ressentiment, la frustration, l'impuissance, l'avidité, la peur, etc. poussent à l'emploi de moyens violents. Dans ces conditions d'altération mentale et émotionnelle généralisées, une certaine morbidité collective pose un contexte très favorable à la détonation - accidentelle ou non - d'engins nucléaires. Ce danger est aggravé du fait de la cécité des médias par rapport à ce sujet et à sa gravité. On n'écoute ni les voix de la raison, ni l'appel des peuples. La grande crise financière internationale en cours, en menaçant les intérêts économiques, pose des conditions encore plus propices à l'emploi des moyens guerriers, comme on l'a vu à plusieurs reprises dans l'histoire.

Tout se complique dans une situation mondiale confuse et volatile dans laquelle se multiplient les protagonistes de toutes sortes : des pays puissants au niveau militaire et industriel, des pays faiblement équipés au niveau industriel et militaire mais avec des réserves énergétiques suffisantes pour créer une instabilité mondiale, et des organisations para-étatiques (Al Quaida, ETA, les séparatistes tchéchènes, etc.) qui ont la capacité de déclencher des réactions incontrôlées au travers d'attentats qui touchent de grands ensembles humains ou des infrastructures importantes. On ne peut pas non plus écarter la possibilité de désaccords ou de conflits armés au sein des forces armées d'un même pays.

Tous ces acteurs ont la possibilité d'accéder à différents types d'armement nucléaire et nombre d'entre eux ont démontré souhaiter y avoir également accès. La facilité avec laquelle on peut se procurer aujourd'hui des matériels et des connaissances pour produire des engins nucléaires est alarmante. Actuellement, l'armement nucléaire n'est pas seulement de type traditionnel (c'est-à-dire à emplacement fixe) mais il est également accessible, économique, léger et transportable avec une relative facilité et en évitant les contrôles. Si quelques-uns prétendaient conserver le monopole de l'armement nucléaire, il s'en est suivi tout au contraire une plus grande prolifération et une perte de contrôle totale de sa production et de sa disponibilité. Mise à part la volonté d'emploi ou non de l'armement nucléaire, il existe quoi qu'il en soit le danger de l'accident par préemption, par défaut ou imperfection durant les essais, durant l'entretien, durant le stockage ou durant le transport de ces mêmes engins.

« Enfin, il est prévisible que le phénomène du terrorisme représente un danger potentiel étant donné la puissance de feu que détiennent aujourd'hui des individus et des groupes relativement spécialisés. Cette menace qui pourrait se manifester au moyen d'engins nucléaires ou d'explosifs déflagrants et moléculaires de grande puissance, pourraient aussi s'exprimer par des armes chimiques et bactériologiques, à prix réduit ou de moindre coût et de production facile. »

Dans ce désordre total au sein duquel personne ne contrôle rien et cependant le tente par des moyens violents, les probabilités de détonation - accidentelle ou intentionnelle - de dispositifs nucléaires de tout type sont extrêmement élevées. Les faits tragiques que cela pourraient entraîner à l'échelle mondiale sont incalculables et vont bien au-delà du gouvernement de n'importe lequel des protagonistes de la menace nucléaire. Aujourd'hui cela peut arriver à tout moment et sans préavis.

Annexe 2 :

L'armement et l'économie antihumaniste

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les militaires avaient coutume de faire pression sur les États pour que la part du budget national qui leur était destinée augmente. En général, ce budget était réajusté en fonction des dépenses et attributions à l'armement des pays voisins, ou encore en fonction des ennemis potentiels.

Avec le concept « la guerre est la continuité de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz) l'augmentation croissante du budget de l'armement paraissait chose raisonnable pour les gouvernements et bien souvent aussi aux yeux de la population. En effet, ces dépenses étaient considérées comme "un mal nécessaire", puisque l'on présumait que les autres pays mettaient en danger la sécurité nationale.

Après les guerres mondiales, plus particulièrement la seconde, et avec ladite "Guerre Froide" entre les USA et ses alliés contre l'URSS, la situation changea rapidement. Les dépenses en armements commencèrent à être considérées comme un investissement dans la production industrielle et comme une source de travail importante. La production d'armes s'installa dans les nations en tant que facteur important de l'économie au point d'en devenir un élément clé. C'est ainsi que surgit l'expression attribuée à Eisenhower de « complexe militaro-industriel ».

Après la seconde guerre mondiale lors de laquelle les USA avaient effectué un "test" des effets de la bombe atomique contre la population sans défense de Hiroshima et de Nagasaki, les budgets de la défense grandirent de façon exponentielle, aussi bien aux USA qu'en URSS. L'aviation et les fusées nécessaires furent amplement développées afin que les têtes nucléaires parviennent le plus loin possible et qu'elles puissent être lancées à partir de sous-marins nucléaires. Par ailleurs, des bases militaires furent créées dans les pays alliés pour se rapprocher des objectifs ennemis. Ainsi commença une course à l'armement exigeant de lourds investissements dans la recherche nucléaire et la technologie militaire conventionnelle de manière à ce que l'industrie puisse répondre rapidement au caractère obsolète du matériel de guerre et rester compétitive face aux avancées technologiques des ennemis.

La conquête de l'espace connut également une dérive vers l'utilisation à des fins militaires et de nos jours, le bouclier spatial que les États-Unis prétendent installer en Europe de l'Est est très représentatif de cette technologie.

Au cours des dernières années de la guerre froide, cette compétition est arrivée au point d'engloutir 2/3 du Produit Brut Industriel dans la défense, laissant un seul tiers à ce qu'ils appellent "l'économie domestique". Les chiffres furent révélés lorsque l'URSS, par l'intermédiaire de Mikhaïl Gorbatchev, entama un processus de désarmement ; mais si les États-Unis l'acceptèrent, le désarmement de leur part ne fut jamais accompli dans les faits.

L'URSS, qui réellement initia l'effort de désarmement et de la reconversion de l'industrie militaire, rencontra d'innombrables problèmes prouvant à quel point l'industrie de l'armement était insérée dans l'économie et dans la structure de l'État.

Pour donner ne serait-ce qu'un seul exemple du niveau de spécialisation exigée par la production d'armes nucléaires, l'URSS se retrouva avec un million de techniciens qui ne pouvaient travailler dans d'autres secteurs. Ils devinrent chômeurs et eurent besoin d'une nouvelle formation, ce qui exigea du temps et de l'argent.

L'insertion de l'industrie de l'armement dans l'économie rend encore plus délicate toute prétention de désarmement car il s'agit d'une interaction étroite entre outil de production qui fournit des emplois et moyen d'atteindre des objectifs politico-idéologiques par la voie militaire. Néanmoins, il est possible de rompre cet enchaînement et d'isoler l'armement, qualifié d'industrie "de mort" par certains analystes.

Il faut ajouter à ce qui a été dit auparavant que les objectifs politiques des différents États ont cédé le pas à la primauté du militaire en général, et en particulier lorsqu'il est associé à des objectifs économiques comme l'appropriation des ressources naturelles stratégiques. C'est le cas des guerres que les États-Unis ont déclenchées dans le Golfe Persique.

Ce sont des problèmes qui peuvent être résolus. Il faut planifier la reconversion du "complexe militaro industriel" dans un processus graduel et non pas traumatique. Mais il est clair que c'est une tâche indispensable et urgente.

Le raisonnement de l'anti-humanisme

Nous n'allons pas nous arrêter sur la vision développée par certains cyniques, mais il est nécessaire que nous l'ayons à l'esprit comme une donnée de la réalité. Le raisonnement - pourtant de sens commun - selon lequel il est possible d'éliminer la faim dans le monde en consacrant ne serait-ce qu'une partie des ressources destinées à l'armement est réfuté par les partisans modernes des théories malthusiennes. Selon eux, la guerre, les épidémies, la faim, les catastrophes naturelles, sont des procédés par lesquels la population de la planète s'autorégule.

La faim est la forme la plus économique d'éliminer l'excédent de population, qui produirait en survivant une augmentation démographique exceptionnelle, et de ce fait épuiserait rapidement les ressources naturelles.

Les connotations racistes et élitistes de ces postures sont évidentes et il ne fait aucun doute que ceux qui les diffusent considèrent les minéraux de certains pays, par exemple les pays d'Afrique, comme étant plus importants que les personnes. Faim, guerres, épidémies sont une réalité imposée depuis plusieurs siècles si l'on en juge l'inaction des États européens qui colonisèrent ce continent et l'indifférence du reste du monde. L'anti humanisme est une réalité. Mais cet état de fait est modifiable dans la mesure où il existe une réelle intention de changement.

Les problèmes d'une explosion démographique peuvent être dépassés grâce à l'apport scientifique et une nouvelle perspective morale. Mais pour cela une décision préalable s'impose, à savoir si nous voulons réellement un monde au service de l'être humain ou un être humain au service d'une économie de mort. Nous vivons une époque de définition et d'action.

Les différents types de violence

La violence est une méthodologie d'action.

Silo, dans le dictionnaire du Nouvel Humanisme, définit la violence comme suit :

« C'est le moyen le plus simple, le plus fréquent et le plus efficace pour se maintenir au pouvoir, pour conserver la suprématie, pour imposer sa propre volonté à d'autres, pour usurper le pouvoir, la propriété et même la vie des autres. »

Et il poursuit :

*« La violence s'est introduite dans tous les aspects de la vie : elle se manifeste de manière constante et quotidienne **dans l'économie** (exploitation de l'homme par l'homme, coaction de l'État, dépendance matérielle, discrimination du travail des femmes, travail des enfants, obligations injustes, etc.), **dans le domaine politique** (suprématie d'un ou plusieurs partis, pouvoir du chef, totalitarisme, exclusion des citoyens de la prise de décisions, guerres, révolutions, luttes armées pour le pouvoir, etc.), **dans l'idéologie** (implantation de critères officiels, prohibition de la libre pensée, subordination des médias de communication, manipulation de l'opinion publique, propagande de concepts de tréfonds violents et discriminatoires qui se révèlent servir l'élite gouvernante, etc.), **dans la religion** (soumission des intérêts de l'individu aux exigences cléricales, contrôle sévère de la pensée, prohibition d'autres croyances et persécution des hérétiques), **dans la famille** (exploitation de la femme, exigences envers les enfants, etc.), **dans l'éducation** (autoritarisme des enseignants, punitions corporelles, prohibition des programmes libres d'enseignement, etc.), **dans l'armée** (volontarisme des chefs, obéissance aveugle des soldats, punitions, etc.) **dans la culture** (censures, exclusion des courants novateurs, prohibition d'éditer certaines œuvres, exigences de la bureaucratie, etc.)*

Lorsque l'on parle de violence, on fait généralement allusion à la violence physique, du fait qu'elle est l'expression la plus visible de l'agression corporelle. D'autres formes comme la violence économique, raciale, religieuse, sexuelle, etc. peuvent parfois occulter leur caractéristique première qui est de conduire en définitive à la tyrannie sur l'intention et sur la liberté humaine. »

Nous pouvons reconnaître tous les jours que la majorité des formes de violence mentionnées ci-dessus s'exerce de façon sournoise, ce qui rend la violence elle-même difficilement identifiable par les populations. Nous observons que tous les faits de violence physique trouvent leur origine dans ces autres formes de violence. En définitive, elles sont les germes qui finissent par déclencher les réponses de violence physique.

Et quand cette réponse "visible" surgit, on tente généralement des actions qui l'étouffent, sans faire remarquer que cette violence-là est seulement une conséquence, le dernier maillon d'une chaîne d'autres violences qui, elles, passent inaperçues, sauf à celui qui la subit. Et cette réponse physique peut provenir du puissant qui l'exerce sur celui qui se rebelle ou sur celui qu'il ne parvient pas à discipliner, ou bien elle s'exprime en réaction exercée par celui qui a subi des violences de tout type.

La violence économique, par exemple, exercée par les gouvernements sur les populations, généralement sur les couches les plus démunies, ne montre pas son véritable visage au début. Les gouvernements la déguisent car ils ont besoin de gagner

"la confiance" et les votes des peuples et cachent le germe de violence qui s'est déjà installé.

C'est seulement lorsque se répand le désespoir lié à la perte d'un emploi, la perte d'un logement, le surendettement ou l'échec et la désertion scolaire, pour ne mentionner que quelques cas, c'est seulement là que les populations réagissent et que les puissants "disciplinent" toute tentative de rébellion et le font par la répression. Les pouvoirs établis ont toujours des recours à utiliser à l'intérieur de leur pays ou depuis l'extérieur pour menacer et faire pression face à la moindre tentative de "désobéissance", menaçant d'invasion et de guerre pour imposer leurs conditions.

Dans la soif de concentration du pouvoir politique et économique, la chaîne de violences qui commence en un lieu, sur un secteur ou sur un peuple, ne trouve aucune limite à son déploiement. Pour compléter le panorama, ajoutons que l'un des commerces les plus lucratifs sur lequel repose le pouvoir économique mondial est la production d'armes.

C'est seulement à ce moment-là qu'on se rend compte de la violence qui était à l'origine même de ce processus.

C'est seulement là que l'on comprend que la violence physique déclenchée a pour origine la violence économique exercée depuis le pouvoir.

Cependant, une fois dans cette situation, les conséquences néfastes de la violence physique qui s'est déclenchée n'ont déjà plus de solutions, la violence est imparable.

Dans le dictionnaire du Nouvel Humanisme, il est dit également « *qu'une tâche spécifique aux forces humanistes consiste à dépasser les caractéristiques agressives de la vie sociale : favoriser l'harmonie, la non-violence, la tolérance et la solidarité.* »

Il existe dans l'opinion une attitude de rejet généralisé de la violence.

Cependant, nous nous demandons où est cette société qui serait lassée de la violence alors que le suicide est la première cause de mortalité chez les adolescents, que la souffrance psychologique au travail se généralise, que la France est le premier pays consommateur de psychotropes, que l'individualisme et la solitude augmente sans cesse ? Où est cette société qui serait lassée de la violence alors que les systèmes de santé et d'éducation se dégradent, que la pauvreté touche plusieurs millions de personnes, que la jeunesse des quartiers populaires est criminalisée au motif qu'elle refuserait de « s'intégrer » dans une société qui dans le même temps la discrimine dans l'accès à l'emploi, au logement ou aux loisirs ? Où est cette société qui serait lassée de la violence alors que des centaines de milliers d'étrangers sans papiers sont exploités par des entreprises françaises tout en étant traités comme des criminels par les autorités administratives ? Et comment pourrait-on justifier d'un point de vue moral le fait que 100 000 personnes vivent dans la rue, fouillent dans les poubelles, se nourrissent de débris, s'abritent sous des cartons et pour certains meurent de froid chaque hiver ?

Où est la sensibilité de cette société qui ne réagit plus ni ne favorise des politiques qui pourraient changer la situation de ces êtres humains ? Pourquoi ne remarque-t-on pas que c'est justement là qu'est généré un bouillon de culture qui déclenchera tôt ou tard un processus de violence aux conséquences imprévisibles pour toute la société ?

Et si on le remarque, comment se fait-il alors que l'on n'organise pas la société pour exiger un changement drastique de conditions, avec l'impérieuse nécessité d'en finir avec la violence ?

Les campagnes et les actions contre les dommages causés à l'environnement et envers les animaux ont gagné plus d'adeptes qu'une action combinée pour arrêter la violence envers l'être humain.

Il n'y a jamais eu de marche de grande envergure dans laquelle se serait engagée toute la société sans discrimination, pour exiger que les droits des enfants soient effectifs, que leur exploitation –pourtant pratiquée à la vue de tous – soit dénoncée, pour dénoncer le trafic de la drogue ou pour exiger l'égalité des chances pour les jeunes. Pendant ce temps, des citoyens sensibles se félicitent de façon ostentatoire que soient organisées des chaînes humaines pour la défense des "droits des baleines."

Il est certain que si la société dans son ensemble dénonçait la multiplicité des formes de violence qui affecte de grandes couches de la population, et si elle se battait de façon décidée et convaincue pour faire disparaître la violence, elle n'agirait plus sur les conséquences mais sur les racines de la violence, évitant ainsi des maux irrémédiables.

Si nous voulons agir sur les facteurs qui génèrent de la violence, nous devons souligner que lorsque un fait de violence physique se produit, il est déjà trop tard, le processus est déjà enclenché, celui-là même qui est produit à l'intérieur des personnes, généré certainement depuis l'extérieur et qui laisse le véritable responsable totalement impuni.

Le pas préalable est la reconnaissance de ce germe. Nous pouvons également le reconnaître en chacun de nous et l'en extraire en évitant ainsi une situation de conséquences non souhaitées.

Nous avons besoin de nous arrêter un instant, d'observer les injustices sociales et de considérer qu'une pareille violence conduira nécessairement à des dérives catastrophiques : débordements sociaux, manifestations massives avec un haut degré de violence auquel correspondra certainement une répression brutale.

Nous avons le droit de vivre sans violence, sans subir de violence et sans que d'autres ne la subissent pour parvenir à l'idéal de paix.

Cela requiert une action conjointe de la communauté internationale, de chaque gouvernement, de chaque village et de chaque personne.

Silo a signifié ainsi ce qu'il incombe à chacun d'entreprendre:

« Il faut faire quelque chose », entend-on de toutes parts. Et bien, je dirai ce qu'il faut faire, mais cela ne servira à rien de le dire car personne n'écouterà. Moi je dis que dans l'ordre international, tous ceux qui sont en train d'envahir des territoires devraient se retirer immédiatement et respecter les résolutions et les recommandations des Nations Unies. Je dis que dans l'ordre intérieur des nations, on devrait travailler pour faire fonctionner la loi et la justice, aussi imparfaites qu'elles soient, avant de durcir les lois et les dispositions répressives qui tomberont aux mains de ceux-là mêmes qui font obstacle à la loi et à la justice. Je dis que dans l'ordre domestique, les gens devraient accomplir ce qu'ils prêchent et sortir de leur rhétorique hypocrite qui empoisonne les nouvelles générations. Je dis que dans l'ordre personnel, chacun devrait s'efforcer de parvenir à ce que coïncide ce qu'il pense avec ce qu'il sent et ce qu'il fait, modelant ainsi une vie cohérente et échappant à la contradiction qui génère la violence. » (Punta de Vacas 4 mai 2004)

La non-violence

La "non-violence" est une attitude face à la vie dont la caractéristique fondamentale est le refus et le rejet de toutes les formes de violence. Sa méthodologie d'action est la "**non-violence active**". Cette méthodologie impulse une profonde transformation des conditions sociales qui génèrent souffrance et violence sur les êtres humains.

Les antécédents historiques les plus connus sont illustrés par Léon Tolstoï, M. K. Gandhi et Martin Luther King comme précurseurs exemplaires et les plus renommés de la lutte non-violente face à la violence instituée.

Aujourd'hui, il y a des milliers d'exemples quotidiens d'action non violentes qui sont développées partout dans le monde à différents niveaux de l'action sociale, action au sein de laquelle des individus, des institutions et des organisations travaillent quotidiennement dans l'objectif de dénoncer et d'éradiquer les diverses expressions de violence dans la société et dans le but d'encourager la paix.

La non-violence en tant que méthodologie d'action personnelle et sociale, promeut des actions concrètes afin de faire prendre conscience du problème de la violence, de ses véritables racines, de ses différentes formes de manifestations comme la violence physique, raciale, économique, religieuse, psychologique et morale en même temps qu'elle encourage des actions exemplaires qui tendent à éradiquer de la surface de la terre les pratiques violentes.

Quelques-uns des principaux outils de l'action personnelle et sociale sont :

- Le refus et le vide face aux différentes formes de discrimination et de violence,
- la non collaboration avec les pratiques violentes,
- la dénonciation de tous les faits de discrimination et de violence,
- la désobéissance civile face à la violence institutionnalisée,
- l'organisation et la mobilisation sociales sur la base du travail volontaire et sur la base de l'action sociale de ceux qui la développent.

La "non-violence organisée, unie et mobilisée" constitue l'unique force capable de modifier la direction violente et inhumaine des dangereux événements dans le monde actuel.

Propositions à promouvoir pour l'action non-violente

La dangerosité de la situation mondiale actuelle et de ses possibles conséquences dans un futur immédiat atteste de la nécessité urgente de réclamer et d'exiger la mise en marche d'actions concrètes et immédiates.

Quelques-unes d'entre elles sont :

- Le désarmement nucléaire immédiat qui mettrait un frein au danger déclenché par la nouvelle course aux armements nucléaires au travers du démantèlement des arsenaux sous la supervision des Nations Unies.
- Le retrait immédiat des troupes des territoires occupés et le respect des résolutions et recommandations des Nations Unies.
- Que les Régions avancent de manière immédiate des propositions qui incluent leur désarmement progressif et la conversion des armées en forces régionales de paix qui collaborent dans des situations de catastrophes et dans la résolution des problèmes de base des populations.
- Avancée de façon immédiate vers une législation internationale qui déclare l'illégalité des armes nucléaires et qui affirme que leur développement et leur utilisation soient inscrits parmi les crimes de "lèse humanité".
- Exiger comme mesure urgente la re-direction des fonds publics nationaux et internationaux vers le développement de campagnes qui aient comme objectif prioritaire l'éradication des problèmes si terribles et si inhumains que sont la faim, la santé et l'éducation qui aujourd'hui touchent de vastes zones de la planète et génèrent des centaines de milliers de morts chaque jour.
- Promouvoir une action soutenue partant des individus et des organisations de tout type et de tout niveau dans le domaine social, politique et culturel afin de faire prendre conscience de la dangereuse situation actuelle et dans le but d'impulser des actions exemplaires en direction d'une "culture de la paix et de la non-violence".

Objectifs de la Marche Mondiale

1) La Marche Mondiale servira à permettre l'expression et la visibilité d'ensemble de tous ceux qui aspirent à la paix et à la non-violence.

En plus de tous les individus qui se rassemblent dans la Marche Mondiale, s'ajoutera la participation d'une énorme frange d'organisations, telles que les associations sociales et culturelles, les ONG et tout le monde du bénévolat en général, des communautés et des collectivités de tout type, des groupes ethniques, des syndicats, des services publics, des médias publics et privés, des partis politiques, des groupes de défense des droits humains et des libertés civiles, etc. Seront présentes également ces personnalités déjà connues dans différents domaines de l'activité sociale qui apporteront leur soutien à la MM (par exemple, des sportifs, des journalistes, des écrivains, des artistes, des scientifiques, etc.). La marche accueillera non seulement ceux qui ont une portée internationale mais également ceux qui agissent aux niveaux régionaux, nationaux et locaux. La convergence d'une telle diversité dans une dénonciation commune - les thèmes de la MM - aura un énorme impact sur le milieu social et sur les participants eux-mêmes qui verront ainsi renforcer leur engagement social en faveur de la paix et de la non-violence, sujets aujourd'hui ignorés ou mis de côté.

2) La MM servira à faire prendre conscience du grave danger que représentent les deux facteurs prioritaires les plus préjudiciables à la paix et la non-violence : les armes nucléaires et l'occupation des territoires.

La gravité du danger représenté par les armes nucléaires et par l'occupation des territoires étrangers n'apparaît pas dans les médias de diffusion dans toute son ampleur ou bien elle est couverte par d'autres thèmes. Ceci n'est pas seulement le fait des médias mais aussi des organismes internationaux ou nationaux qui devraient traiter ce thème en toute priorité. À la lumière de ce qui a été réalisé, personne n'a fait le nécessaire - ou n'a fait suffisamment - pour éliminer ce danger. C'est pour cela qu'il est urgent de mettre en lumière dans le milieu la correcte perception d'une telle gravité. C'est cette perception correcte de la gravité et de l'imminence du danger qui peut mobiliser des actions non-violentes et déclencher des faits positifs susceptibles de renverser la situation.

3) La MM servira à générer le rejet de tout ce qui attente à la non-violence avec une priorité mise sur les armes nucléaires et l'occupation des territoires.

Le thème de la MM ne touche pas seulement quelques individus, secteurs ou pays mais le bien-être et la survie de tous les êtres humains sans distinction. La violence en tant que phénomène mondial en augmentation, y compris la menace nucléaire, ne rencontre aucune exception dans la mesure où non seulement on soulignera la gravité du thème mais où l'on se connectera également avec le destin de chacun et de tous, ou tout ce que l'on aime. Dans cette mesure seulement, un rejet senti sera généré envers tout ce qui porte atteinte à la paix et à la non-violence. Ce rejet en tant qu'authentique expression de non-violence active – la simple adhésion à la paix et à la non-violence étant insuffisante - sera le moteur d'actions et de changements.

4) La MM servira à ce que ce rejet généralisé soit générateur d'actions non violentes qui tendent à renverser les situations que l'on dénonce. Ces actions auront un véritable effet lorsqu'elles seront développées à différents niveaux et domaines institutionnels.

Vu l'urgence de la situation mondiale et même si cela représente une grande avancée, créer une conscience en faveur de la paix et du simple pacifisme ne suffira pas si cela n'est pas accompagné de plus d'un rejet manifeste et militant contre tout ce qui porte atteinte à la paix et à la non-violence, autrement dit, la résistance non violente à tout type de violence. De cette façon, la conscience pour la paix et la non-violence ne restera pas isolée en chaque pacifiste mais elle se transformera en changement effectif dans l'organisation et la pratique sociale (par exemple, dans la signature de traités entre pays, dans des résultats électoraux, dans les budgets d'état, dans le droit, dans l'éducation, dans les résolutions d'organismes internationaux, etc.). En d'autres termes, la MM est une énorme "action exemplaire" (une "action valable") qui inspirera et encouragera un très grand nombre d'actions exemplaires avec leurs conséquences positives.

Annexe 6

Cette annexe concerne spécifiquement la France et est constitué de deux parties.

La première partie montre le rôle crucial de la France dans l'ordre mondial violent imposé aux peuples, notamment au travers de son arsenal nucléaire, de son implication active dans le commerce juteux de l'armement, de sa présence militaire à l'étranger, de sa participation dans l'occupation de territoires et de son exploitation économique du continent africain.

La deuxième partie précise la nécessité de la prise de conscience de la marche mondiale pour la paix et la non-violence en France.

La France : Etat des lieux

1) La France : une menace nucléaire pour l'humanité

Par rapport à la menace de guerre nucléaire, la France a une lourde responsabilité en étant détenteur de l'arme nucléaire. Le premier essai nucléaire français a été réalisé en février 1960. La France possède actuellement 348 têtes nucléaires, ce qui en fait la 3^{ème} puissance nucléaire mondiale, derrière les Etats-Unis et la Russie. Cette force de frappe pourrait faire théoriquement 1 milliard de morts. La plus petite des têtes nucléaires françaises est sept fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima, qui fit 250 000 morts. La France ne respecte pas le Traité de Non Prolifération des armes nucléaires (TNP), qu'elle a pourtant signé et ratifié en 1992, en particulier l'article VI puisqu'elle refuse d'entreprendre des négociations de bonne foi en vue de parvenir à un désarmement nucléaire général et complet. Au lieu de s'engager sur le chemin du désarmement, bien au contraire, elle mène tambour battant la modernisation de sa force nucléaire :

- Mise au point de nouvelles têtes nucléaires : Têtes Nucléaires Océaniques (TNO) et Têtes Nucléaires Aéroportées (TNA) destinées à équiper respectivement les Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE) et les Mirage 2000-N et les Rafale.
- Mise en service à l'horizon 2010 du nouveau missile balistique M51 à précision renforcée et portée accrue (8000 kilomètres au lieu de 6000 kilomètres pour les missiles M45 actuellement en service, permettant alors d'atteindre la Chine), qui équipera les SNLE.
- Mise en service en 2009 d'une version dite Améliorée des missiles Air-Sol Moyenne Portée (ASMP-A) en termes de précision, de furtivité et de capacité de précision, qui équipera les Mirage 2000-N et les Rafale.
- Mise en service en 2010 d'un nouveau SNLE (le Terrible), ce qui portera à quatre le nombre de SNLE dont un patrouille en permanence en mer.
- Entrée en fonction d'ici quelques années du Laser mégajoule, permettant de tester les armes nucléaires « d'après-demain ».

La France a aussi développé une industrie nucléaire, pour produire de l'énergie sous forme d'électricité, une des premières au monde, notamment au travers de ses deux multinationales : AREVA (implantations industrielles dans 43 pays et réseau commercial dans plus de 100 pays, chiffre d'affaires de 11,9 milliards d'euros en 2007 et effectif de 65 600 personnes en 2007) et Electricité De France (présence dans 26 pays, chiffre d'affaires de 59,6 milliards d'euros en 2007 et effectif de 158 600 personnes en 2007). La France pratique une politique commerciale d'exportation de

l'énergie nucléaire agressive, constituant aujourd'hui le principal risque de prolifération de l'arme nucléaire dans le monde en raison du lien étroit existant entre le nucléaire « militaire » (fabrication de l'arme nucléaire) et le nucléaire « civil » (production d'électricité).

2) Le commerce juteux de l'armement

En 2007, les dépenses militaires de la France ont représenté 47,5 milliards d'euros, ce qui situe la France au 4^{ème} rang mondial. Elles ont augmenté de près de 20 % sur les cinq dernières années. Le ministère de la défense représente 446 600 emplois.

Par ailleurs, la France se caractérise par une puissante industrie de l'armement, constituant un secteur de pointe de l'économie française : EADS, Thalès, Safran, DCNS, Eurocopter, MBDA France, Dassault aviation, CEA, EADS Astrium, Nexter (pour ces 10 entreprises, toutes classées parmi les 100 plus importants groupes d'armement dans le monde, les ventes d'armements ont représenté au total 38,3 milliard de dollars en 2006).

Enfin, en 2006, la France était le troisième exportateur mondial d'armes, pour un montant de 5,1 milliards de dollars.

3) La présence militaire française à l'étranger et l'occupation de l'Afghanistan

En 2006, l'armée française comptait 352 200 soldats, dont 36 849 sont basés en-dehors du territoire métropolitain. L'armée française intervient de plus en plus sur des champs d'opérations extérieures.

Le 15 janvier 2008, le président Nicolas Sarkozy a annoncé à Abu Dhabi la création d'une base militaire permanente dans les Émirats Arabes Unis. C'est un changement historique, car la France ne possède aucune base permanente dans le Golfe Persique. L'objectif visé est de s'orienter vers l'Asie suivant l'alignement sur l'OTAN prôné depuis l'élection de Sarkozy.

Jusqu'à présent, les bases militaires françaises sont majoritairement implantées en Afrique, établies dans cinq de ces pays bénéficiaires d'accords de Défense : Côte d'Ivoire, Centrafrique, Djibouti, Gabon, Sénégal. La base la plus importante est celle de Djibouti, avec plus de 4000 hommes. En tout, Paris entretient environ 10 000 hommes en permanence sur le continent africain, sans compter les forces temporaires, comme au Tchad.

En Afrique, l'assistance militaire française se décline en trois volets :

- Aide directe en matériel. Les équipements et fournitures sont procurés sans aucune contrepartie financière des Etats bénéficiaires.
- Assistance en personnel : On compte environ un millier de coopérants militaires dans les 23 pays concernés par les accords avec la France.
- Formation des cadres militaires africains : la Mission militaire de coopération accueille en moyenne 2 000 stagiaires par an. L'action de la Mission militaire de coopération revêt une importance d'autant plus forte qu'un tiers environ des Etats bénéficiaires de l'assistance militaire sont eux-mêmes des régimes militaires.

Ces troupes ne sont pas en Afrique pour des parades humanitaires. Bruno Delaye, responsable de la cellule africaine de l'Élysée de 1992 au début 1995, le reconnaît : " A quoi servirait de maintenir une force de 10 000 hommes en Afrique si c'est seulement pour évacuer nos ressortissants ? ".

En mars 2008, la présence militaire française en Afghanistan a été renforcée. Actuellement, plus de 2 200 soldats français sont déployés en Afghanistan, au Tadjikistan, au Kirghizstan et dans l'Océan Indien, au titre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dans le cadre de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (ISAF) et de l'Opération « Liberté immuable ».

4) L'horreur économique françafricaine

Les colonies ont constitué le grand réservoir de matières premières pour les industries françaises : café, cacao, pétrole, arachide, coton, bois, uranium, bauxite, phosphate, ... Mais au-delà de la période coloniale, le dénommé « pré carré français » continue d'alimenter cette violente exploitation du continent africain.

Le maintien de cette domination se fait grâce aux réseaux et lobby qui agissent en marge de la politique officielle, le plus souvent par des moyens illégaux et occultes, en s'appuyant sur les services secrets, l'armée, les mercenaires plus ou moins privés, les ventes d'armes et le soutien à des dictateurs corrompus.

Les fleurons du CAC 40 sont quasiment tous présents en Afrique et souvent en position de monopoles : B. Arnault (LVMH), Bouygues, Bolloré, Pinault (CFAO), Seillière (Bureau Veritas), J. Saadé (CMA-CGM), R. Zaleski (Eramet), Lafarge, Total, Technip, Vinci, Véolia, BNP Paribas, Natexis, Crédit Agricole, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom, Air France - KLM, ... liste non exhaustive à laquelle il faudrait rajouter les marchands d'armes et quelques autres groupes dans l'agro-alimentaire. Que serait Areva sans l'uranium du Niger ou encore Total sans le pétrole, du Congo, du Gabon, du Soudan ou d'Angola, même s'il faut, pour y avoir accès, faire du copinage avec des dictateurs ?

L'aide publique au développement quand elle n'est pas détournée vers l'Europe sur un compte en Suisse, a principalement financé des travaux d'infrastructure qui étaient commandés à des entreprises françaises.

Dans la zone franc, la France a profité en premier lieu de la vague de privatisation imposée par la Banque Mondiale par ses politiques d'ajustement structurel. Cela a permis aux multinationales françaises de prendre un contrôle direct des infrastructures économiques (télécommunications, électricité, eau, transport, ...)

Sarkozy lors de son entrée au pouvoir a prétendu vouloir faire la rupture avec la dénommée « françafrique ». Tous les faits (libération des infirmières bulgares en Lybie, voyage en Angola, réception de dictateurs africains à l'Élysée, ...) témoignent d'une continuité et non pas d'une rupture. L'Angolagate, procès en cours actuellement, n'est qu'un des nombreux exemples où justice et politique s'entremêlent dans le plus gros scandale de trafics d'armes du 20^{ème} siècle.

Prise de conscience de la marche mondiale pour la paix et la non-violence en France

Il est possible que de nombreuses personnes connaissent ou bien imaginent que l'arsenal nucléaire réparti sur la planète peut la faire exploser complètement plusieurs fois mettant fin de façon irrémédiable à l'espèce humaine.

Mais très peu de personnes croient que cela pourrait arriver car l'argument majeur avancé depuis des décennies est que l'arme nucléaire est essentiellement une arme de dissuasion, destinée uniquement à faire peur, « Si tu m'attaques, je t'attaque aussi, et on disparaît tous les deux ».

Cependant, il serait opportun de prendre conscience tout d'abord qu'il est impensable de construire une paix durable en établissant des rapports basés sur la peur, et donc la possible agression permanente. D'autre part, la situation mondiale actuelle nous met en présence de deux risques majeurs. Le premier découle d'une conséquence directe de la prolifération actuelle : modernisation des arsenaux nucléaires, missiles à longue portée, bouclier anti-missiles, etc... « Tu viens de placer une nouvelle tête nucléaire dirigée vers mon territoire, j'en installe une à mon tour ! ». Tous les spécialistes du thème savent bien que le plus grand danger du à l'augmentation des armes nucléaires est celui du temps de réponse qui devient très court face à un événement imprévisible (survol d'un pays par un engin civil non autorisé....). Par manque de temps pour analyser une situation de ce genre, on peut appuyer sur le bouton et déclencher l'irrémédiable !

L'autre risque, sans doute encore plus grave, est cette situation de crise mondiale que nous connaissons, et qui ne fera sans doute que s'accélérer, quoiqu'en disent les « spécialistes ». Cette crise déstabilise le monde, des pays entiers, ruine des économies et produit encore plus de chômage, de misère et d'irrationalités. Elle génère énormément de tensions internationales et produit encore plus d'extrémistes. Comment pourrait t'on croire que des dirigeants de pays, ceux la même qui sont responsables du chaos actuel, qui sont de plus en plus pressonnés, de plus en plus impuissants, ne seraient pas tentés de vouloir résoudre cette situation en utilisant l'arme nucléaire ? Comment ne pourrait-on croire que des extrémistes de tout bord ne seraient pas tentés eux aussi de faire de même, quand on voit les méthodes utilisées dans les attentats qui font peu de cas de la vie humaine ?

Souvenons nous de cette phrase célèbre d'Einstein « Je ne sais pas avec quelles armes on luttera dans la 3^{ème} guerre mondiale, mais je sais avec lesquelles ils le feront dans la 4^{ème}. Avec des bâtons et des pierres ! ».

Il est temps enfin, et c'est urgent, de se mettre debout et de sortir de cette préhistoire pour avancer vers une nouvelle histoire pleinement humaine.

Nous devons revendiquer un désarmement nucléaire mondial, et la France, qui ne cesse de proclamer haut et fort, qu'elle est le pays des droits de l'homme, doit montrer l'exemple. Demandons à la France de commencer à désarmer !

Car la France a une responsabilité énorme quant à la prolifération nucléaire, quant à la vente d'armes à l'étranger, quant au pillage systématique des ressources Africaines !

La France, pays des droits de l'homme, pays en vérité qui manipule et exporte sa violence par l'intermédiaire de ses responsables politiques, complices des vendeurs d'armes, eux-mêmes propriétaires des grands groupes de presse. La France qui bâillonne ses médias sous contrôle, pratique une omerta totale sur tous ces sujets, et ainsi manipule et désinforme 60 millions de français !

Nous devons aussi revendiquer un retrait immédiat des territoires occupés, situation qui ne fait qu'aggraver les tensions et mobiliser les extrémistes. Que la France retire ses

troupes d'Afghanistan ! Toutes les bases militaires de la France à l'étranger doivent être fermées immédiatement.

Nous devons revendiquer le droit de vivre dans un monde nouveau, correspondant à l'aspiration de milliards d'êtres humains, un monde de paix, un monde non violent, un monde uni, un monde de justice sociale !